

Province de Québec
Municipalité de la paroisse des Saints-Martyrs-Canadiens

PROCÈS-VERBAL de l'assemblée ordinaire du Conseil municipal de la Municipalité des Saints-Martyrs-Canadiens tenue le lundi, 12 septembre 2022 à 19 h, à la salle du Conseil municipal située au 13, chemin du Village à Saints-Martyrs-Canadiens.

Son présent : M. Michel Prince, M. Laurent Garneau Mme France Darveau, M. Michel Lequin, M. Guy Thériault, M. Denis Perreault, lesquels forment le quorum.

Sous la présidence de M. Gilles Gosselin, maire.

Est également présente: Mme Thérèse Lemay, directrice générale, laquelle agit à titre de secrétaire d'assemblée.

1. OUVERTURE DE LA SÉANCE

Constatant qu'il y a quorum, M. Gilles Gosselin, maire, procède à l'ouverture de la séance à 19 h.

ORDRE DU JOUR DE SEPTEMBRE 2022

1. Ouverture de la séance ;
2. Adoption de l'ordre du jour ;
3. Adoption du procès-verbal du 8 août
4. Adoption des comptes à payer ;
5. Rapport des comités ;
- 5.1 Responsable édifice municipal
6. **Administration ;**
- 6.1 Budget disponible au programme du F.R.R est de 43 198.74\$
- 6.2 Mise à niveau du site Internet avec programme F.R.R
- 6.3 Achat d'une télé avec le programme de F.R.R
- 6.4 Adoption du règlement du réseau d'aqueduc
- 6.5 Nouveau règlement sur la démolition des bâtiments construits avant 1940
- 6.6 Dossier puits près de la salle
- 6.7 Entente avec Ham-Sud / paiement du 25 000. \$ et collecte des ordures
- 6.8 Offre d'emploi (reporter)
8. **Aqueduc et égouts ;**
- 8.1 Programme de prévention aqueduc et égout
- 8.2 Achat de soufflante
- 8.3 Rencontre le 14 septembre à Saint-Albert
- 8.4 Nomination d'un élu pour le comité Mada et hauts reliefs
9. **Sécurité publique**
- 9.1 Résolution rapport annuel 2021 Schémas
- 10 **Voirie ;**
- 10.1 Parole à l'inspecteur
- 10.2 Installation des panneaux de vitesse et achat de limite de vitesse 50 km
11. **Loisirs et culture ;**
- 11.1 Budget concours de photos
12. **Affaires diverses ;**

- 12.2 Modification à la réglementation, secteur Dupuis,
- 13. **Liste de la correspondance ;**
- 14. **Varia**
- 14.1 Demande de M. Vaillancourt (borne)
- 14.2 Lettre d'un citoyen au Lac Coulombe (bruit et coup feu)
- 15 Période de questions ;
- 16. **Ajournement de la séance au lundi 19 septembre à 19h**

2022-09-158 2. ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil acceptent l'ordre du jour.

EN CONSÉQUENCE, sur proposition de Michel Lequin, conseiller, appuyée par Michel Prince conseiller.

Il est résolu à l'unanimité des conseillers présents, le maire n'ayant pas voté :

Que l'ordre du jour soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

2022-09-159 3. ADOPTION DU PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE ORDINAIRE DU 8 AOÛT 2022.

CONSIDÉRANT QUE les membres du conseil renoncent à la lecture complète du procès-verbal de la séance ordinaire du 8 août 2022;

CONSIDÉRANT QU'UNE copie du procès-verbal de la séance ordinaire du Conseil du 8 août 2022 a été préalablement remise aux membres du Conseil municipal qui reconnaissent en avoir pris connaissance;

EN CONSÉQUENCE, sur proposition de Guy Thériault, conseiller, appuyée par Denis Perreault, conseiller.

Il est résolu à l'unanimité des conseillers présents, le maire n'ayant pas voté :

QUE le procès-verbal de la séance ordinaire du 8 août 2022 soit adopté.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

4. PRÉSENTATION DES DÉPENSES RÉCURRENTES DÉJÀ INSCRITES À LA LISTE DES COMPTES

2022-09-160 4.1 ADOPTION DES COMPTES À PAYER

CONSIDÉRANT QUE la liste des comptes totalisant un montant de **136 150.71 \$** a été présentée aux élus;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Michel Prince conseiller, appuyé par France Darveau conseillère, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents, le maire n'ayant pas voté :

QUE la liste des comptes suivants soit acceptée et que les paiements soient autorisés.
 À l'exception du chèque de la Régie des 3 Monts portant le numéro de ligne 44 soit retenu jusqu'à la confirmation que de la vérification des bornes sèches a été vérifiée.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ.

1	Receveur général du Canada (DAS)	1 394.06
2	Ministre du Revenu du Québec (DAS)	3 645.39
3	Visa Desjardins (achat divers)	729.70
4	ADMQ (inscription colloque)	250.00
5	Gilles Gosselin, maire	984.95
6	Michel Prince, conseiller	406.47
7	France Darveau, conseillère	406.47
8	Laurent Garneau, conseiller	406.47
9	Michel Lequin, conseiller	406.47
10	Guy Thériault, conseiller	406.47
11	Denis Perreault, conseiller	406.47
12	CNESST (juillet)	16.54
13	Bell Mobilité inc. (août)	54.00
14	Buropro (août)	405.70
15	Cain Lamarre SENCRL (avocats / juillet)	298.80
16	Desjardins Sécurité financière (septembre)	1 054.43
17	Entretien général Lemay (août)	2 841.32
18	Excavation Marquis Tardif inc. (juillet & août)	38 509.45
19	Eurofins Environex (juillet & août)	1 211.83
20	Gaudreau Environnement inc. (août)	129.68
21	Gesterra (juillet)	12 837.77
22	Hamel Propane inc. (propane & réservoirs)	1 290.57
23	Hydro-Québec (usine filtration / aqueduc)	304.87
24	Hydro-Québec (salle municipale)	832.05
25	Hydro-Québec (puits de surface / aqueduc)	97.02
26	Hydro-Québec (éclairage public / juillet)	267.76
27	Hydro-Québec (panneau publicitaire, Pente Douce)	22.31
28	Hydro-Québec (panneau publicitaire, ch. Lac)	22.31
29	Hydro-Québec (quai)	56.97
30	Hydro-Québec (station pompage / égouts)	611.01
31	Sogetel (septembre)	311.41
32	Sogetel (quai / septembre)	91.93
33	Vivace Groupe Coopératif (août)	642.11
34	Climatisation Confort courtois inc. (filtres - fournaise)	197.30
35	Génératrice Drummond (entretien)	706.64
36	Groupe Kopers inc. (aqueduc)	940.73
37	Kalitec (panneaux)	1 149.75
38	Ministre des Finances (bail - grève)	82.78

39	Les Pompes Garand inc. (pompe - aqueduc)	4 181.32
40	Librairie Renaud-Bray (livre)	41.95
41	Signal Services inc. (radar vitesse)	10 351.20
42	Vitrierie ML inc. (thermos)	143.72
43	Ville de Victoriaville (loisirs & culture / versement #2)	614.00
44	Régie intermunicipale d'Incendie des 3 Monts (quote-part #3)	32 974.66
45	MRC d'Arthabaska (quote-part / versement #5)	2 116.00
46	Total du salaire de la D.G. :	2 736.90
47	Total des salaires & déplacements :	8 561.00
	TOTAL :	136 150.71 \$

5. RAPPORT DES COMITÉS

2022-09-161 5.1 RAPPORT DES TRAVAUX SUR LES BÂTIMENTS MUNICIPAUX

Considérant que des ajouts aux travaux déjà prévus sont nécessaires à être exécutés lors des rénovations des bâtiments municipaux.

Une liste a été présentée aux élus.

Sur proposition de Michel Prince, appuyé de Guy Thériault, il est unanimement résolu par les conseillers présents, le maire n'ayant pas voté.

Que le conseil accepte la dépense supplémentaire qui sera payée à même le surplus accumulé.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

6. ADMINISTRATION

6.1 BUDGET DISPONIBLE AU FOND RURAL RÉGIONAL

Le solde disponible a jour au Fonds Rural Régional 43 198.74\$. Ce solde est valide de 2022 à 2025.

2022-09-162 6.2 MISE À NIVEAU DU SITE INTERNET AVEC PROGRAMME F.R.R.

Considérant que nous avons reçu une offre de services de Zen Solutions pour effectuer la refonte du site web de la municipalité afin d'améliorer la présentation et l'accessibilité des informations.

Sur proposition de Michel Prince, appuyé de Michel Lequin, il est unanimement résolu par les conseillers présents, le maire n'ayant pas voté.

Que l'offre de services offerts par Zen Solutions est acceptée conditionnellement à l'acceptation du projet au Fonds Rural Régional remis par la MRC d'Arthabaska.

2022-09-163 6.3 ÉCRAN (TÉLÉVISEUR INTELLIGENT) ET MEUBLE

Considérant que nous désirons acheter un écran (téléviseur intelligent) pour effectuer des présentations lors des séances du conseil incluant un meuble.

Considérant que nous estimons la dépense d'environ +/- 2 500.00\$

Sur proposition de Michel Lequin, appuyé de France Darveau, il est unanimement résolu par les conseillers présents, le maire n'ayant pas voté.

Que le conseil accepte la dépense sous condition de l'acceptation du projet au Fonds Rural Régional remis par la MRC d'Arthabaska.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

2022-09-164 6.4 ADOPTION DU RÈGLEMENT 309 DISTRIBUTIONS SUR RÉSEAU D'AQUEDUC.

PROVINCE DE QUÉBEC SAINTS-MARTYRS-CANADIENS RÈGLEMENT # 309

ATTENDU QUE la Municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens est la seule et unique propriétaire de l'aqueduc ou du système de distribution de l'eau desservant les abonnés dans les limites du centre urbain.

ATTENDU QU'il est de l'intérêt de la Municipalité que les abonnés soient pourvu de l'eau du dit réseau d'aqueduc, suivant les tarifs établis annuellement.

ATTENDU QUE le conseil est autorisé à adopter un règlement pour établir les règles d'utilisation du dit réseau d'aqueduc et pour empêcher que l'eau provenant de l'aqueduc ne soit dépensée inutilement.

ATTENDU QU'avis de motion du présent règlement a régulièrement été donné à la séance régulière du conseil municipal tenue le 11 juillet 2022 par Michel Prince, conseiller

SUR PROPOSITION de Michel Prince, appuyé de Denis Perreault, il est unanimement résolu par les conseillers présents, le maire n'ayant pas voté.

QU'À CES CAUSES, il a été ordonné et statué par le conseil de la Municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens et le dit conseil ordonne d'annuler les règlements # 52 et 52A et soient remplacés par le présent règlement, ainsi qu'il suit, savoir :

1. OBLECTIFS DU RÈGLEMENT

Le présent règlement a pour objectif de régir l'utilisation de l'eau potable en vue de préserver la qualité et la quantité de la ressource.

Le présent règlement abroge le règlement # 52 et 52A

2. DÉFINITION DES TERMES

« Arrosage automatique » désigne tout appareil d'arrosage, relié à l'aqueduc, actionné automatiquement, y compris les appareils électroniques ou souterrains.

« Arrosage manuel » désigne l'arrosage avec un boyau, relié à l'aqueduc, équipé d'une fermeture à relâchement tenu à la main pendant la période d'utilisation.

« Bâtiment » désigne toute construction utilisée ou destinée à être utilisée pour abriter ou recevoir des personnes, des animaux ou des choses.

« Compteur » ou « compteur d'eau » désigne un appareil servant à mesurer la consommation d'eau.

« Habitation » signifie tout bâtiment destiné à loger des êtres humains, comprenant, entre autres, les habitations unifamiliales et multifamiliales, les édifices à logement et les habitations intergénérationnelles.

« Immeuble » désigne le terrain, les bâtiments et les améliorations.

« Logement » désigne une suite servant ou destinée à servir de résidence à une ou plusieurs personnes, et qui comporte généralement des installations sanitaires de même que des installations pour préparer et consommer des repas, ainsi que pour dormir.

« Lot » signifie un fonds de terre identifié et délimité sur un plan de cadastre, fait et déposé conformément aux exigences du Code civil.

« Municipalité » désigne la Municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens.

« Personne » ne comprend les personnes physiques et morales, les sociétés de personnes, les fiducies et les coopératives.

« Propriétaire » désigne en plus du propriétaire en titre, occupant, l'usager, le locataire, l'emphytéote, les personnes à charge ou tout autres usufruitiers, l'un n'excluant pas nécessairement les autres.

« Robinet d'arrêt » désigne un dispositif installé par la Municipalité à l'extérieur d'un bâtiment sur le branchement de service, servant à interrompre l'alimentation d'eau de ce bâtiment.

« Tuyauterie intérieure » désigne l'installation à l'intérieur d'un bâtiment, à partir de la vanne d'arrêt intérieur

« Vanne d'arrêt intérieur » désigne un dispositif installé à l'intérieur d'un bâtiment et servant à interrompre l'alimentation en eau de ce bâtiment.

3. CHAMP D'APPLICATION

Ce règlement fixe les normes d'utilisation de l'eau potable provenant du réseau de distribution de l'eau potable de la municipalité et s'applique à l'ensemble des utilisateurs desservis sur le territoire de la Municipalité .

Le présent règlement n'a pas pour effet de limiter l'usage de l'eau potable pour des activités de production horticole qui représentent l'ensemble des activités requises pour la production de légumes, de fruits, de fleurs.

4. RESPONSABILITÉ D'APPLICATION DES MESURES

L'application du présent règlement est la responsabilité de l'officier municipal nommé par conseil municipal ayant obtenu son attestation comme personne étant opérateur en eau potable et inspecteur municipal. En absence de l'opérateur en eau potable et de l'inspecteur municipal, le (la) directeur (trice) municipal a la responsabilité de faire respecter le règlement.

4.1 Responsable du réseau

La Municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens est la seule et unique propriétaire du réseau d'aqueduc ou du système de distribution de l'eau potable.

4.2 Taxation

La taxe sur l'approvisionnement en eau sera due et payable au bureau de la Municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens par le propriétaire, l'occupant ou le locataire de maisons, maisons mobiles ou autres bâtiments pour la distribution.

La taxe pour l'approvisionnement en eau potable est révisée annuellement.

Logement additionnel à une habitation

Chaque locataire ou propriétaire de logement additionnel à une habitation devra payer la taxe d'eau au tarif régulier.

5. POUVOIR GÉNÉRAL DE LA MUNICIPALITÉ

5.1 Empêchement à l'exécution des tâches

Quiconque empêche un employé de la Municipalité ou une autre personne à son service de faire des travaux de réparation, de lecture ou de vérification, le gêne ou le dérange dans l'exercice de ses pouvoirs, ou endommage de quelque façon que ce soit l'aqueduc, ses appareils ou accessoires, entrave ou empêche le fonctionnement du réseau de distribution de l'eau potable, des accessoires ou des appareils en dépendant, est responsable des dommages aux équipements précédemment mentionnés en raison de ses actes, contrevient au présent règlement et se rend passible des peines prévues par le présent règlement.

5.2 Droit d'entrée de l'employé municipal

Les employés spécifiquement désignés par la Municipalité ont le droit d'entrer en tout temps entre 7h et 19h, en tout lieu public ou privé, dans hors des limites de la municipalité et d'y rester aussi longtemps qu'il est nécessaire afin d'exécuter une réparation, d'effectuer une lecture ou de constater si des dispositions du présent règlement ont été observées. Toute collaboration requise doit leur être donnée pour faciliter l'accès. Ces employés doivent avoir sur eux et exhiber, lorsqu'ils en sont requis. De plus, ces employés ont accès à l'intérieur; à cet égard, eux seuls peuvent enlever ou poser les sceaux de conformité ou de non-conformité. La prise de photos des équipements est également autorisée.

5.3 Fermeture de l'entrée d'eau

Les employés municipaux autorisés à cet effet ont le droit de fermer l'entrée d'eau pour effectuer des réparations au réseau de distribution sans que la Municipalité soit responsable de tout dommage résultant de ces interruptions; les employés doivent cependant avertir par tout moyen raisonnable les consommateurs affectés, sauf en cas d'urgence.

5.4 Pression et débit d'eau

Quel que soit le type de raccordement, la Municipalité ne garantit pas un service ininterrompu ni une pression ou un débit déterminé; personne ne peut refuser de payer un compte partiellement ou totalement à cause d'une insuffisance d'eau, et ce, quelle qu'en soit la cause.

Si elle le juge opportun, la Municipalité peut exiger du propriétaire qu'il installe un réducteur de pression avec manomètre lorsque celle-ci dépasse 525kPa, lesquels doit être maintenu en bon état

de fonctionnement. La Municipalité n'est pas responsable des dommages causés par une pression trop forte ou trop faible.

La Municipalité n'est pas responsable des pertes ou des dommages occasionnés par une interruption ou une insuffisance d'approvisionnement en eau, si la cause est un accident, un feu, une grève, une émeute, une guerre ou pour toutes autres causes qu'elle ne peut maîtriser. De plus, la Municipalité peut prendre les mesures nécessaires pour restreindre la consommation si les réserves d'eau deviennent insuffisantes. Dans de tels cas, la Municipalité peut fournir l'eau avec préférence accordée aux immeubles qu'elle juge prioritaires, avant de fournir les propriétaires privés reliés au réseau de distribution d'eau potable.

5.5 Demande de plan

La Municipalité peut exiger qu'on lui fournisse un ou des plans de la tuyauterie intérieure d'un bâtiment ou les détails du fonctionnement d'un appareil utilisant l'eau du réseau de distribution d'eau potable de la municipalité.

5.6 Distribution de l'eau potable

La Municipalité ne sera pas tenue de garantir la quantité d'eau à être fournie et aucune personne ne pourra refuser, à cause de l'insuffisance de l'approvisionnement ou de la mauvaise qualité de l'eau, de payer la compensation pour l'eau.

6. UTILISATION DES INFRASTRUCTURES ET ÉQUIPEMENTS D'EAU

6.1 Code de plomberie

La conception et l'exécution de tous travaux relatifs à un système de plomberie, exécutés à compter de l'entrée en vigueur du présent règlement, doivent être conformes au Code de construction du Québec, en plomberie.

6.2 Climatisation et réfrigération

À compter de l'entrée en vigueur de ce règlement, il est interdit d'installer tout système de climatisation ou de réfrigération utilisant l'eau potable. Tout système de climatisation ou de réfrigération utilisant l'eau potable installé avant l'entrée en vigueur de ce règlement doit être remplacé avant le 1^{er} janvier 2023 par un système n'utilisant pas l'eau potable.

6.3 Équipements pour laver les bateaux

Le branchement au réseau d'eau potable des équipements pour laver les bateaux est autorisé.

6.4 Remplacement, déplacement et disjonction d'un branchement de service

Toute personne doit aviser la personne chargée de l'application du règlement avant de disjoindre, de remplacer ou de déplacer tout branchement de service. Elle doit obtenir de la Municipalité un permis, payer des frais d'excavation et de réparation de la coupe, ainsi que les autres frais engagés par cette disjonction, ce remplacement ou ce déplacement.

Il en sera de même pour le branchement de service alimentant un système de gicleurs automatiques.

6.5 Défectuosité d'un tuyau d'approvisionnement

Tout occupant d'un bâtiment doit aviser la personne chargée de l'application du règlement aussitôt qu'il entend un bruit anormal ou constate une irrégularité quelconque sur le branchement de service. Les employés de la Municipalité pourront alors localiser la défectuosité et la réparer. Si la

défectuosité se situe sur la tuyauterie privée entre le robinet d'arrêt (valve) et la résidence, la réparation est sous la responsabilité du propriétaire. La Municipalité avise alors le propriétaire de faire la réparation dans un délai maximum de 15 jours.

6.6 Tuyauterie et appareils situés à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment

Une installation de plomberie, dans un bâtiment ou dans un équipement destiné à l'usage du public, doit être maintenue en bon état de fonctionnement, de sécurité et de salubrité.

6.6 Raccordements

- a) Il est interdit de raccorder la tuyauterie d'un logement ou d'un bâtiment approvisionné en eau par le réseau de distribution d'eau potable municipal à un autre logement ou bâtiment situé sur un autre lot.
- b) Il est interdit, pour le propriétaire ou l'occupant d'un logement ou d'un bâtiment approvisionné en eau par le réseau de distribution d'eau potable municipal, de fournir cette eau à d'autres logements ou bâtiments ou de s'en servir autrement que pour l'usage du logement ou du bâtiment.

6.7 Frais de branchement aux nouveaux utilisateurs

Un montant de 216.00\$ est chargé à tout nouvel utilisateur comme frais d'entrée sur le réseau.

7. UTILISATION INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE

7.1 Arrosage de la végétation

L'arrosage manuel, à l'aide d'un tuyau muni d'un dispositif à fermeture automatique, d'un jardin, d'un potager, d'une boîte à fleurs, d'une jardinière, d'une plate-bande est permis.

7.2 Système d'arrosage automatique

Un système d'arrosage automatique doit être équipé des dispositifs suivants :

- a) Un détecteur d'humidité automatique ou d'un interrupteur automatique en cas de pluie, empêchant les cycles d'arrosage lorsque les précipitations atmosphériques suffisent ou lorsque le taux d'humidité du sol est suffisant;
- b) Un dispositif anti-refoulement à pression réduite pour empêcher toute contamination du réseau de distribution d'eau potable;
- c) Une vanne électrique destinée à être mise en œuvre par un dispositif de pilotage électrique et servant à la commande automatique de l'arrosage ou du cycle d'arrosage. Celle-ci doit être installée en aval du dispositif anti- refoulement;
- d) Une poignée ou un robinet-vanne à fermeture manuelle servant exclusivement en cas de bris, de mauvais fonctionnement ou pour tout autre cas jugé urgent. La poignée ou le robinet-vanne doit être accessible de l'extérieur.

Toutefois, un système d'arrosage automatique, installé avant l'entrée en vigueur de ce règlement et incompatible avec les exigences de cet article, peut être utilisé. Mais doit être mis à niveau, remplacé ou mis hors service avant le 1^{er} janvier 2023.

7.2.3 Nouvelle pelouse et nouvel aménagement

Il est permis d'arroser tous les jours une nouvelle pelouse, une nouvelle plantation d'arbres ou d'arbustes et un nouvel aménagement paysager pour une période de 15 jours suivant le début des travaux d'ensemencement, de plantation ou d'installation de gazon en plaques. La durée maximum est de 1 heure par jour.

L'arrosage d'une pelouse implantée à l'aide de gazon en plaques est permis en tout temps pendant la journée de son installation.

Les propriétaires qui arrosent une nouvelle pelouse, une nouvelle plantation d'arbres ou d'arbustes ou un nouvel aménagement paysager durant cette période doivent produire les preuves d'achat des végétaux ou des semences concernées sur demande d'une personne responsable de l'application du présent règlement.

7.2.4 Ruissellement de l'eau

Il est interdit à toute personne d'utiliser de façon délibérée un équipement d'arrosage de façon telle que l'eau s'écoule dans la rue ou sur les propriétés voisines. Toutefois, une certaine tolérance sera accordée pour tenir compte des effets du vent.

7.3 Piscine et spa

Le remplissage d'une piscine et spa est complètement interdit en tout temps.

7.4 Véhicules, entrées d'automobiles, trottoir, rue, patio ou murs extérieurs d'un bâtiment.

Le lavage des véhicules est permis en tout temps à la condition d'utiliser un sceau de lavage ou un boyau d'arrosage muni d'un dispositif à fermeture automatique.

Le lavage des entrées d'automobiles, des trottoirs, des patios ou des murs extérieurs d'un bâtiment n'est permis que du 1^{er} avril au 15 mai de chaque année ou lors de travaux de peinture, de construction, de rénovation ou d'aménagement paysager justifiant le nettoyage des entrées d'automobiles, des trottoirs, des patios ou des murs extérieurs du bâtiment.

7.5 Purges continues

Il est interdit de laisser couler l'eau, sauf si la personne chargée de l'application du présent règlement l'autorise explicitement, et ce, dans certains cas particuliers uniquement.

7.6 Source d'énergie

Il est interdit de se servir de la pression ou du débit du réseau de distribution de l'eau potable comme source d'énergie ou pour actionner une machine quelconque.

7.7 Interdiction d'arroser

La personne chargée de l'application du règlement peut, pour cause de sécheresse, de bris majeurs de conduites d'aqueduc municipales et lorsqu'il est nécessaire de procéder au remplissage des réservoirs municipaux, par avis public, interdire pendant une période déterminée, à toute personne

d'arroser des pelouses, des arbres et des arbustes, de laver les véhicules ou d'utiliser de l'eau à l'extérieur, peu importe la raison.

Note : En tout temps il est interdit de procéder au remplissage des piscines et de SPA.

7.8 Bris d'équipements

Aucune personne ne permettra qu'aucun soupape ou robinet de conduite d'eau, de réservoir, de bain, de cabinets d'aisances ou tout appareil ou réservoir ne soit en mauvais état ou ne construit de manière que l'eau qu'on lui fournit ne soit gaspillée ou exposée à être gaspillée, mal employée, ou dépensée. Aucun réservoir de réserve d'eau ne sera autorisé.

8. COÛTS, INFRACTIONS ET PÉNALITÉS

8.1 Interdiction

Il est interdit de modifier les installations, d'endommager les scellés et de nuire au fonctionnement de tous les dispositifs et accessoires fournis ou exigés par la Municipalité, de contaminer l'eau dans l'aqueduc ou les réservoirs et de tromper sciemment la Municipalité relativement à la quantité d'eau fournie par le réseau de distribution, sans quoi les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales appropriées.

8.2 Coût de travaux de réfection

Si le propriétaire exige que son entrée d'eau soit reconstruite ou remplacée par une de plus grand diamètre, ou qu'elle soit installée plus profondément dans le sol, le coût de cette reconstruction ou de cette réfection sera assumé par ledit propriétaire qui devra, avant que les travaux soient entrepris, déposer au bureau du trésorier de la Municipalité le montant estimé du coût de tels travaux. Le coût réel final et les frais seront rajustés après la fin des travaux.

8.3 Avis

Pour tout avis ou plainte concernant un ou des objets du présent règlement, le consommateur ou son représentant autorisé peut aviser verbalement ou par écrit la personne chargée de l'application du règlement pour tout ce qui concerne la distribution et la fourniture de l'eau et s'adresser au bureau du trésorier de la Municipalité en ce qui a trait à la facturation de l'eau.

8.4 Pénalités

Quiconque contrevient à une disposition du présent règlement commet une infraction et est passible :

- a) S'il s'agit d'une personne physique :
 - d'une amende de 100.00\$ à 300.00\$ pour une première infraction;
 - d'une amende de 300.00\$ à 500.00\$ pour une première récidive;
 - d'une amende de 500.00\$ à 1 000.00\$ pour toute récidive additionnelle ;

- a) s'il s'agit d'une personne morale :
 - d'une amende de 200 \$ à 600 \$ pour une première infraction;
 - d'une amende de 600 \$ à 1 000 \$ pour une première récidive;
 - d'une amende de 1 000 \$ à 2 000 \$ pour toute récidive additionnelle.

Dans tous les cas, les frais d'administration s'ajoutent à l'amende.

Si l'infraction est continue, le contrevenant sera présumé commettre autant d'infractions qu'il y a de jours dans la durée de cette infraction.

Les dispositions du Code de procédure pénale s'appliquent lors de toute poursuite intentée en vertu du présent règlement.

8.5 Délivrance d'un constat d'infraction

La personne chargée de l'application du présent règlement est autorisée à délivrer un constat d'infraction relatif à toute infraction au présent règlement.

8.6 Ordonnance

- Dans le cas où un tribunal prononce une sentence quant à une infraction dont l'objet est contraire aux normes du présent règlement, il peut, en sus de l'amende et des frais prévus à l'article 8.4, ordonner que de telles infractions soient, dans le délai qu'il fixe, éliminées par le contrevenant et que à défaut par le contrevenant de s'exécuter dans ledit délai, ladite infraction soit éliminée par des travaux appropriés exécutés par la Municipalité aux frais du contrevenant

8.7 Raison pour suspendre le service à un abonné

La Municipalité se réserve le droit de suspendre le service à un abonné 10 jours après lui avoir transmis un avis écrit par courrier recommandé avec avis de réception dans le cas où c' est abonné:

- a) Fait à défaut de payer son abonnement.
- b) Fais usage de l'eau de façon à effectuer le service en général.
- c) Laisse les installations se détériorer ou tolère des fuites d'eau.
- d) Utilise l'eau à des fins de refroidissement.
- e) Laisse couler l'eau pour prévenir la gelée dans les conduites.
- f) Fournis l'eau à un non-abonné, pour un service auquel il n'a pas droit sans avoir obtenu l'autorisation de la Municipalité.
- g) Néglige ou refuse de respecter le présent règlement.
- h) Néglige d'avertir la Municipalité avant d'effectuer des travaux à ses installations et à l'usage qu'il en fait toute modification susceptible d'affecter le service, la consommation ou le prix de l'abonnement.
- i) Fais usage de boyaux d'arrosage, tourniquets ou autres appareils du même genre en période de sécheresse ou en pénurie d'eau des puits.
- j) Installe une pompe aspirant l'eau directement des conduites d'aqueduc.
- k) Établis un raccordement entre un moyen privé d'alimentation en eau et la tuyauterie de sa propriété qui est branchée sur le réseau de la Municipalité.
- l) Se sert de la pression ou du débit du réseau d'aqueduc, comme source d'énergie.
- m) Brise ou laisse se détériorer un appareil avec le résultat que l'eau fournie par le réseau d'aqueduc représente une entrave à la distribution normale de l'eau potable.
- n) Jette quelque chose dans les réservoirs ou les sources du réseau d'aqueduc.
- o) Obstrue ou déränge les vannes et leurs puits d'accès.

- p) Relie de façon temporaire ou permanente sa tuyauterie d'aqueduc à une conduite ou un contenant d'eau lorsque celle-ci est susceptible d'être entraînée par siphonnage dans le réseau de la Municipalité

8.8 Avis de contravention

L'avis de contravention prévu à l'article précédent doit mentionner le motif invoqué par la Municipalité pour justifier la suspension du service.

Cet avis doit stipuler, dans tous les cas, que l'abonné peut soumettre des objections par écrit au directeur du Service de la Protection de L'Environnement, l'abonné doit transmettre copie de sa lettre d'objection à la Municipalité de cette dernière, doit continuer le service tant qu'il n'y a pas entente entre les parties ou ordonnance rendue par le directeur du Service de la Protection de l'environnement.

9. Entrée en vigueur

Le présent règlement entrera en vigueur le jour de sa publication, conformément à la Loi.

6.5 AVIS DE NOUVEAU RÈGLEMENT SUR LA DÉMOLITION DES BÂTIMENTS CONSTRUITS AVANT 1940

La directrice générale informe les membres du conseil de cette nouvelle réglementation.

6.6 PUITS ARTÉSIENS À LA SALLE

Après avoir effectué certaines analyses, le conseil municipal a pris la décision d'annuler le projet.

2022-09-165 6.7 ENTENTE AVEC HAM SUD

Considérant que nous avons discuté des conditions concernant l'annexion des propriétaires du chemin Dupuis (Municipalité de Ham-Sud) à la Municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens.

Considérant que le règlement # 290 à l'article 3 fait mention que la municipalité des Saints-Martyrs-Canadiens versera à la municipalité de Ham-Sud une compensation totale et finale de vingt-cinq mille dollars payables comme suit :

-1 ^{er} année en 2023.....	10,000.00\$
-2 ^{em} année en 2024.....	8,000.00\$
-3 ^{em} année en 2025.....	7,000.00\$
Total	25,000.00\$

Considérant que la collecte des vidanges, la récupération et la collecte de compost débiteront par la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens le 1^{er} janvier 2023.

Considérant que nous demandons à la Municipalité de Ham-Sud de nous remettre l'acceptation de l'entente par Résolution

Sur proposition de M. Michel Lequin, appuyé par M. Laurent Garneau, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents, le maire n'ayant pas voté.

Que le conseil municipal de Saints-Martyrs-Canadiens accepte cette entente par résolution.

6.8 Offres d'emploi

Reporter à la séance d'ajournement.

7. Aqueduc et égout

7.1 PROGRAMME DE PRÉVENTION POUR L'AQUEDUC ET ÉGOUT

Un programme de prévention pour l'entretien des équipements pour le réseau d'aqueduc et d'égout a est à venir.

2022-09-166 7.2 ACHAT DE SOUFFLANTE POUR LE RÉSEAU SANITAIRE.

Considérant qu'un équipement au réseau sanitaire doit être remplacé (soufflante).

En conséquence il est proposé par M. Michel Lequin, conseiller appuyé par Mme France Darveau conseillère il est résolu à l'unanimité des conseillers présents le maire n'ayant pas voté

Que la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens achète une soufflante incluant les filtres au coût de 5 470.38\$.

2022-09-167 7.3 RENCONTRE À SAINT-ALBERT

Considérant que Monsieur le Maire et un élu sont invités à assister à une rencontre à Saint-Albert pour le développement économique avec la MRC d'Arthabaska.

En conséquence il est proposé par M, Laurent Garneau conseiller appuyé par M. Denis Perreault conseiller il est résolu à l'unanimité des conseillers présents le maire n'ayant pas voté

Que les frais de déplacement soient autorisés pour assister à cette rencontre à Saint-Albert

2022-09-168 7.4 PERSONNE NOMMÉE R.Q.F (RESPONSABLE DES QUESTIONS DE LA FAMILLE MADA ET REPRÉSENTANTE MUNICIPALE SERVICES D'ENTRAIDE DU HAUT RELIEF

Considérant qu'il est essentiel de nommer une personne membre du conseil municipal pour siéger comme responsable des questions familles.

Considérant qu' il est nécessaire de nommer une personne pour avoir un suivi avec les services d'entraide du Haut Relief

Considérant qu' il est nécessaire de nommer une personne au MADA (Municipalité amie des aînés)

En conséquence il est proposé par M, Michel Prince conseiller appuyé par M. Guy Thériault conseiller il est résolu à l'unanimité des conseillers présents le maire n'ayant pas voté

Que madame France Darveau, conseillère soit nommée responsable aux postes si haut mentionnés.

8. SÉCURITÉ PUBLIQUE

2022-09-169 8.1 ADOPTION DU RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITÉS 2021 DANS LE CADRE DU SCHEMA DE COUVERTURE DE RISQUES DE LA MRC D'ARTHABASKA À ÊTRE PRÉSENTÉ AU MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE

Communication est donnée d'un rapport de bilan 2021 , relatif au rapport annuel d'activités 2021 dans le cadre du schéma de couverture de risques de la MRC d'Arthabaska à être présenté au ministère de la Sécurité publique.

ATTENDU l'entrée en vigueur du schéma de couverture de risques le 23 mars 2009;

ATTENDU l'article 35 de la Loi sur la sécurité incendie qui prescrit à toute autorité locale ou régionale et à toute régie intermunicipale, chargées de l'application de mesures prévues à un schéma de couverture de risques, l'obligation d'adopter et de transmettre annuellement au ministre de la Sécurité publique un rapport d'activités pour l'exercice précédent;

EN CONSÉQUENCE, sur proposition de Michel Prince, appuyé de France Darveau et résolu à l'unanimité que la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens, approuve le rapport annuel d'activités 2021 à être présenté au ministère de la Sécurité publique dans le cadre du schéma de couverture de risques de la MRC d'Arthabaska.

9. VOIRIE ;

9.1 PAROLE À L'INSPECTEUR

2022-09-170 9.2 INSTALLATION DES PANNEAUX DE VITESSE ET ACHAT DE LIMITE DE VITESSE

CONSIDÉRANT QUE les travaux pour effectuer les panneaux de vitesse et les panneaux de limite de vitesse doivent être implantés cet automne

En conséquence il est proposé par Mme France Darveau, conseillère appuyée par M. Michel Lequin conseiller il est résolu à l'unanimité des conseillers présents le maire n'ayant pas voté

Que la municipalité de Saints-Martyrs-Canadiens accepte la dépense pour faire des panneaux de vitesse.

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ

10. LOISIRS ET CULTURE

2022-09-171 10.1 BUDGET DISPONIBLE POUR LE CONCOURS DE PHOTOS

Sur proposition de Michel Lequin, conseiller appuyé de Laurent Garneau, conseiller, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents le maire n'ayant pas voté

Que le budget disponible pour le concours de photos est de 3 500.00\$

11. AFFAIRES DIVERSES

11.1 PRÉVOIR MODIFICATION DES RÈGLEMENTS SUITE À L'ACQUISITION DU SECTEUR DUPUIS

La directrice générale fait mention qu'il va falloir prévoir au budget la modification de nos règlements pour être inclus une zone provenant du secteur Dupuis

12. LISTE DE LA CORRESPONDANCE

Bail de location avec élection Québec
MAMH Dossier information sur le renouvellement de l'entente des Régies
Offre de services Therrien Couture avocat
Offre de services Cain Lamarre avocat
Communiqué de presse Sogetel

13. VARIA

2022-09-172 13.1 RETRAIT DES BORNES A SUR L'ANCIEN DROIT DE PASSAGE

CONSIDÉRANT QUE Monsieur Denis Vaillancourt demande de faire retirer les bornes sur l'ancien droit de passage qui avait donné à la municipalité

CONSIDÉRANT QU' une nouvelle entente avait été conclue pour déplacer la servitude de passage

Sur proposition de Laurent Garneau, appuyé par Denis Perreault, il est résolu à l'unanimité des conseillers présents, le maire n'ayant pas voté.

Que les bornes de l'ancien droit de passage soient retirées par un arpenteur dans le but de rendre le tout conforme.

13.2 LETTRE D'UN CITOYEN DU LAC COULOMBE

Le conseil fait mention que pour le bruit et les coups de feu il faut faire appel a la SQ qui doit faire appliquer le règlement G-200

15. PÉRIODE DE QUESTIONS ;

17. AJOURNEMENT

2022-09-173 17.1 Ajournement de la séance au 19 septembre 19h

Sur proposition de M. Michel Lequin, il est adopté à l'unanimité des membres du conseil présents
Que la présente séance soit ajournée au lundi 19 septembre à 19 h.

La signature par le maire équivaut à toutes et chacune des résolutions de ce procès-verbal en vertu de l'article 142 du code municipal.

Je soussignée certifie par la présente qu'il y a les crédits disponibles pour payer les dépenses autorisées par les résolutions.

SIGNATURE : _____, **maire**

SIGNATURE : _____, **Directrice générale**